

REPUBLIQUE GABONAISE
MINISTERE DE L'ECONOMIE DU COMMERCE
DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2010

JUILLET 2011

AVANT - PROPOS

Les standards internationaux sur la gestion de la dette édités par le Fond Monétaire International prescrivent dans le cadre de la transparence les obligations de publication et de diffusion.

Cette préoccupation a été reprise par les autorités de la communauté à l'article 6 du Règlement n°12/07-UEAC-186-CM-15 du 19 mars 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les pays membre de la CEMAC.

La volonté du Président de la République de moderniser la gestion de la dette qui s'est traduite par la création de la Direction Générale de la Dette Publique en faisant sienne cette exigence.

L'article 21 du décret n° 635/PR/MECIT du 20 août 2010, portant création et organisation de la Direction Générale de la Dette prescrit à cette dernière la centralisation, la production et la diffusion des données de la dette publique.

Le présent document répond à ces dispositions.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC	5
1.1. LE SUIVI DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS.....	5
1.2. LE SUIVI DES CONDITIONS D'EMPRUNT	7
1.3. LE SUIVI DES INDICATEURS D'ENDETTEMENT	8
2. LE SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	10
2.1. LA DETTE EXTERIEURE.....	10
2.2. LA DETTE INTERIEURE.....	12
3. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
3.1. L'ENCOURS PAR SOURCES DE DETTE.....	16
3.2. L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS.....	17
3.3. L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES, MATURITES ET TAUX D'INTERETS.....	19
CONCLUSION.....	23
ANNEXES	24
LISTE DES TABLEAUX	31
LISTE DES GRAPHIQUES.....	32
TABLE DES MATIERES.....	33

INTRODUCTION

La crise financière internationale d'octobre 2008, s'étant notamment traduite par une chute des prix des matières premières dont celui du pétrole brut gabonais qui a subi une baisse de 36,4%, a mis en relief le caractère extraverti de l'économie gabonaise exposée aux chocs externes.

Ainsi, initialement prévu à 2 485,5 milliards de F.CFA, le budget de l'année 2009 a été ramené à 1 541,6 milliards de F.CFA dans la loi de finances rectificative, soit une baisse de 38,0%.

Pour réduire la vulnérabilité du pays face aux chocs externes et améliorer la stabilité des finances publiques, le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA a décidé d'affecter 40,0% des ressources budgétaires à l'investissement public, en vue de créer les conditions de soutien à l'élargissement de la base productive.

L'objectif recherché est d'impulser une dynamique capable de soutenir la croissance économique, d'accroître les revenus de l'Etat, de renforcer la compétitivité du secteur productif et de réduire la pauvreté.

Dans ces conditions, l'emprunt est orienté vers le financement des investissements dans les secteurs de la Route, l'Energie, les Infrastructures portuaires et aéroportuaires, l'Education et la Santé.

Afin de maintenir durablement la capacité de l'Etat à mobiliser des financements et à couvrir les dépenses relatives à ses missions régaliennes, le Gouvernement s'est résolument engagé dans une politique d'endettement contrôlée et de gestion active de la dette.

A cet effet, les autorités ont initié plusieurs réformes institutionnelles et juridiques, en conformité avec les dispositions des textes communautaires de la CEMAC, dont la création de la Direction Générale de la Dette (DGD) et du Comité National d'Endettement Public (CNEP).

Le présent qui retrace l'exécution de la dette publique en 2010 s'articule autour de trois axes principaux :

1. La mise en œuvre de la stratégie d'endettement public
2. Le service de dette publique
3. L'encours de la dette publique

1. LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC

En 2010, la stratégie d'endettement reposait sur l'amélioration de la conjoncture nationale et internationale, le respect des dispositions du programme triennal conclu avec le Fonds Monétaire International et la hausse du budget affecté à l'investissement public.

Le montant des nouveaux engagements était prévu à 277,8 milliards de francs CFA, soit 4,9% du produit intérieur brut (PIB). Ces emprunts devaient être contractés auprès des partenaires bilatéraux à hauteur de 76,1%, des bailleurs multilatéraux pour 20,1% et le reste, soit 3,8% auprès des créanciers commerciaux.

Conformément aux axes numéros 5, 6 et 9 du projet de société « L'Avenir en Confiance », les fonds à mobiliser étaient destinés à 32,2% à l'infrastructure sportive dans le cadre des projets de la CAN, 21,8% à l'aménagement du réseau routier, 25,1% au renforcement de la production d'énergie et d'eau, 12,7% au secteur de la santé, notamment la construction des structures hospitalières et les 8,2% restant aux secteurs de l'agriculture, de l'habitat et de l'Education.

Les nouveaux engagements contractés à parts égales en euro et en dollar prévoyaient en moyenne une maturité de 10 ans, un différé d'amortissement de 2 années, un taux d'intérêt variant entre 4% et 5%. Les créances commerciales devaient être contractées aux conditions du marché.

Le taux d'endettement était prévu à 28,1%. Le service et la charge de la dette devaient absorber respectivement 21,8% et 6,4% des recettes budgétaires.

1.1. LE SUIVI DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS

1.1.1. Les montants mobilisés

Les financements extérieurs (FINEX) réalisés au 31 décembre 2010 s'élèvent à 223,3 milliards de F.CFA, soit un taux de réalisation de 80,4% par rapport à la prévision de 277,8 milliards de F.CFA.

TABLEAU N°1 : TIRAGES SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS

En Milliards de F.CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Créanciers Bilatéraux	222,5	73,2	-149,3
Créanciers Multilatéraux	46,0	18,7	-27,3
Créanciers Commerciaux	9,3	131,4	122,1
Total	277,8	223,3	-54,5

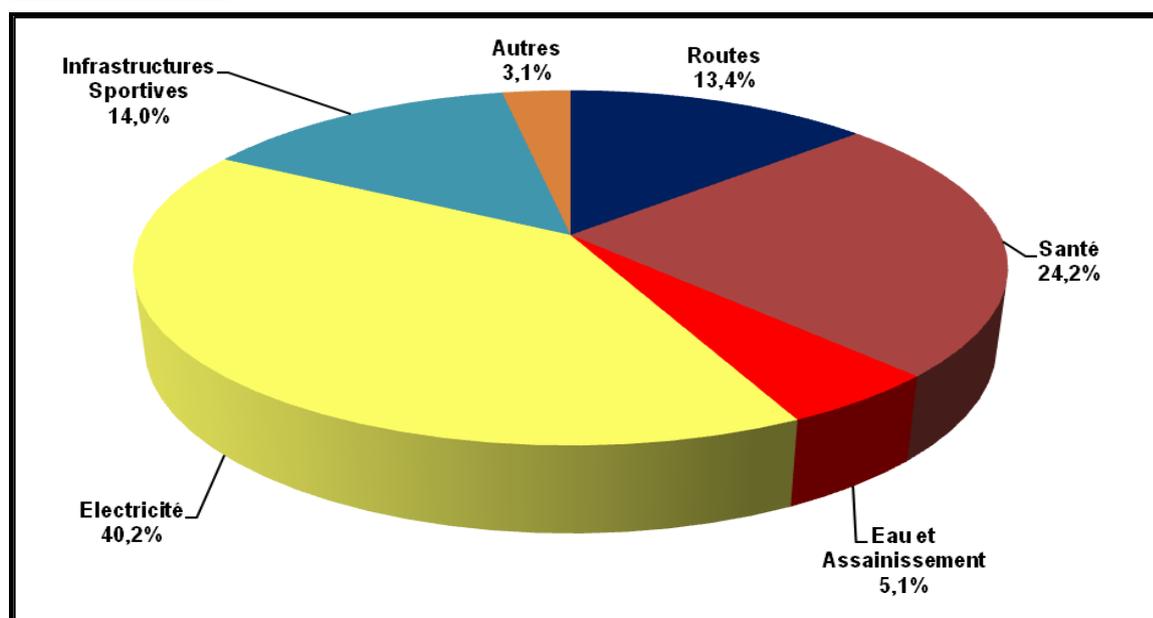
Les tirages sur les FINEX ont été effectués à hauteur de 32,8% sur les prêts bilatéraux et 8,4% sur les prêts multilatéraux. On a enregistré une très forte mobilisation des décaissements au titre des crédits commerciaux soit 131,4 milliards de F.CFA.

1.1.2. L'affectation des emprunts

La mobilisation des financements extérieurs a été très importante pour le secteur de l'Eau et de l'Electricité avec 45,3% des ressources extérieurs, contre une prévision de 25,1%. Ce résultat s'explique par l'accélération des investissements dans ce secteur dont la production conditionne l'augmentation de la création de la valeur ajoutée des activités motrices que sont notamment les industries de transformation, les mines et les services.

Les décaissements réalisés dans le secteur de la Santé ont également été supérieurs aux prévisions, soit 24,2% contre 12,7%. Cette situation est imputable au rythme des travaux sur les chantiers de construction de l'institut de cancérologie d'Angondjé et de l'Ecole d'application de santé militaire à l'approche de leurs dates de livraison.

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR SECTEURS



Les tirages réalisés au profit des infrastructures sportives, l'aménagement routier et les autres secteurs ont été globalement en deçà des performances prévues.

Le secteur de la Route, en dépit de la bonne exécution de l'axe Delta Postal-Fondation Amissa Bongo, n'a mobilisé que 13,4% des FINEX.

De même, les retards observés dans la réhabilitation du complexe omnisport Omar Bongo Ondimba justifient la faible mobilisation des ressources en faveur du secteur des Infrastructures Sportives avec 14,0% des financements extérieurs contre une prévision de 32,2%.

Les autres secteurs n'ont mobilisé que 3,1% des FINEX contre une prévision de 8,2%.

1.2.LE SUIVI DES CONDITIONS D'EMPRUNT

1.2.1. Les nouveaux engagements en devises

Les nouveaux engagements en devises ont été contractés majoritairement en euro. En effet, les tirages enregistrés dans cette devise représentent 72,9% du total des Financements Extérieurs, contre une prévision de 50%. Les engagements dans les autres monnaies sont mobilisés à hauteur de 27,1 %.

On note que les ressources libellées en dollar américain, prévues à 50,0% du total des FINEX, n'ont été réalisées qu'à hauteur de 21,0%. Les tirages en Yuans renminbi ont été enregistrés pour 5,9%.

Les tirages effectués en francs CFA, en dinars islamiques et koweïtiens représentent, quant à eux, 0,2% des FINEX.

L'instabilité observée sur le taux de change du dollar américain justifie le choix de mobiliser davantage les FINEX en euro, ceci afin de se couvrir contre les risques de change.

1.2.2. La maturité moyenne et le différé moyen

La maturité moyenne des prêts mobilisés est de 12 ans comparativement à une prévision de 10 ans. Ce résultat est marqué par une prépondérance des prêts bilatéraux (18,2 ans) et multilatéraux (16,4 ans). La forte mobilisation des engagements commerciaux dont la durée de remboursement est de 8,1 ans a affecté la maturité moyenne du portefeuille.

Le différé moyen est de 4,0 ans, pour une prévision de 2 ans. Les prêts bilatéraux et multilatéraux ont un différé supérieur à 5 ans, alors que les engagements commerciaux sont assortis d'un différé moyen de 2,3 ans, à peine supérieur à la prévision.

TABLEAU N°2 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt (%)	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt (%)
Créanciers Bilatéraux	10,0	2,0	4-5	18,2	6,7	2,6
Créanciers Multilatéraux	10,0	2,0	4-5	16,4	5,1	1,5
Créanciers Commerciaux	-	-	-	8,1	2,3	3,7
Ensemble	10,0	2,0	4-5	12,0	4,0	3,2

1.2.3. Les taux d'intérêt

En 2010, le taux d'intérêt moyen des nouveaux engagements est de 3,2% contre une prévision comprise entre 4% et 5 %. Les engagements multilatéraux sont ressortis à 1,5%, les bilatéraux à 2,6% et les commerciaux à 3,7%.

Le faible niveau des taux d'intérêt s'explique par la baisse généralisée des taux sur les marchés financiers depuis la crise des prêts hypothécaires et de l'obtention de faibles marges lors de la négociation des nouveaux financements.

Les nouveaux engagements ont été contractés à hauteur de 52,0% à taux variables (Libor et Euribor), les taux fixes représentant 48,0%. Cette répartition est conforme à la stratégie de maîtrise des risques de taux basée sur un portefeuille équilibré.

En définitive, les conditions obtenues sont meilleures que celles prescrites par la stratégie. La maturité moyenne est supérieure de 2 ans, le différé moyen est double et le taux d'intérêt inférieur de 80 points de base.

1.3.LE SUIVI DES INDICATEURS D'ENDETTEMENT

Il s'agit d'apprécier l'évolution de la viabilité de la dette publique à travers les indicateurs que sont le taux d'endettement, la pression du service et des charges de la dette sur les recettes budgétaires.

TABLEAU N°3 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT
(En pourcentage)

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	28,1	20,5	-7,6
Service/Recettes budgétaires	21,8	27,5	5,7
Intérêts/Recettes budgétaires	6,4	4,1	-2,3

1.3.1. Le taux d'endettement

Les importants efforts de remboursement consentis par le Gouvernement et la maîtrise de l'endettement de ces dernières années ont eu pour conséquence de ramener le taux d'endettement du pays à 20,5%, largement inférieur à la prévision établie à 28,1%.

Ce résultat est consécutif à la baisse substantielle de l'encours de la dette intérieure suite à la décision gouvernementale de rembourser par anticipation une part importante des créances intérieures.

1.3.2. La pression sur les recettes budgétaires

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se situe à 27,5%, supérieure à la prévision établie à 21,8%.

La décision, courant 2010, de rembourser par anticipation une partie de la dette intérieure a entraîné une augmentation du service de 34,7%, dégradant de près de 6 points le ratio de liquidité de la dette.

1.3.3. Les intérêts de la dette

Les intérêts de la dette publique représentent en définitive 4,1% des recettes budgétaires, bien en deçà de la prévision de 6,4%. La baisse continue des taux d'intérêt constatée sur les marchés financiers explique en grande partie l'allègement des charges en intérêts de la dette.

D'une manière générale les réalisations sont en accord avec les prévisions. En effet, malgré une légère hausse de la pression du service de la dette sur les recettes, le taux d'endettement et la charge de la dette sont en nette diminution.

2. LE SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'exécution de la dette publique en 2010 est conforme aux orientations définies par les autorités depuis 2007. En effet pour assurer un désendettement durable, le Gouvernement s'est engagé à honorer à bonne date les échéances de sa dette extérieure et intérieure. Ainsi, le service dû au titre de l'année 2010 a été entièrement réglé.

Prévu dans la Loi de Finances Rectificative 2010 à 375,4 milliards de F.CFA, le service de la dette publique extérieure et intérieure s'est établi à 505,6 milliards de F.CFA, dont 4,5 milliards de F.CFA au titre de la dette bénéficiant de la garantie publique. Les mesures exceptionnelles prises, en cours d'année, en faveur des créanciers locaux ont généré un dépassement de la prévision de 34,7%.

TABLEAU N°4 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	184,8	69,2	254,0
Dettes Bilatérales	32,8	9,3	42,1
Dettes Multilatérales	27,7	7,6	35,3
Dettes Commerciales	112,2	15,5	127,7
Emprunt Obligataire USD	12,1	36,8	48,9
Dettes Intérieures	247,0	4,6	251,6
Dettes Bancaires	68,1	2,5	70,6
Dettes Diverses	38,9	0,0	38,9
Dettes Moratoires	126,4	0,0	126,4
Emprunt Obligataire XAF	13,6	2,1	15,7
Dettes Totales	431,8	73,8	505,6

Contrairement à la tendance observée sur les années précédentes, le service de la dette publique en 2010 se répartit de manière équilibrée entre les engagements extérieurs et intérieurs qui représentent respectivement 50,2% et 49,8% du service total. La répartition observée durant les cinq dernières années est en moyenne de 78,8% pour la dette extérieure et 21,2% pour les engagements intérieurs.

2.1. LA DETTE EXTERIEURE

Le service de la dette publique extérieure se chiffre à 254,0 milliards de francs CFA dont 4,5 milliards de F.CFA au titre de la dette bénéficiant de la garantie publique. Il est en augmentation de 32,8 milliards de F.CFA par rapport au service de l'année 2009.

Le service dû aux créanciers commerciaux (crédits acheteurs et fournisseurs) totalise 127,7 milliards de F.CFA, soit 50,3% du service extérieur. Les paiements de l'emprunt obligataire international constituent le second poste avec 48,9 milliards de F.CFA, dont 12,1 milliards de F.CFA consacrés aux opérations de rachat de titres sur le marché secondaire.

Les services de la dette bilatérale et multilatérale s'élèvent respectivement à 42,1 milliards de F.CFA et 35,3 milliards de F.CFA. Les pays membres du Club de Paris n'ayant pas adhéré à l'opération de remboursement anticipé de 2007 ont bénéficié de 67,9% des paiements enregistrés au titre de la dette bilatérale.

Globalement, le remboursement du principal représente 72,7% du service de la dette et le paiement des charges 27,3%.

2.1.1. Le remboursement des emprunts

Le remboursement des emprunts extérieurs s'élève à 184,8 milliards de F.CFA, dont 60,7% en faveur de la dette commerciale, 17,8% pour la dette bilatérale, 15,0% pour la dette multilatérale et 6,5% pour l'emprunt obligataire 2007-2017.

La prépondérance des crédits acheteurs et fournisseurs, dont les règlements s'élèvent à 112,2 milliards de F.CFA, s'explique par la nature de ces financements, caractérisés par des délais de mobilisation courts et des maturités moyennes. Les remboursements des crédits fournisseurs et acheteurs se chiffrent respectivement à 72,7 milliards de F.CFA et 39,5 milliards de F.CFA.

Les remboursements en principal de la dette multilatérale et bilatérale sont respectivement de 27,7 milliards de F.CFA et 32,8 milliards de F.CFA. L'amortissement de la dette envers le Club de Paris représente 71,4% des règlements de la dette bilatérale. Les règlements en capital au profit de la Banque Africaine de Développement (BAD) atteignent, quant à eux, 77,0% des prêts multilatéraux.

Les remboursements des prêts bilatéraux et des crédits commerciaux qui totalisent 145,0 milliards de F.CFA ont été majoritairement effectués au profit des bailleurs historiques du Gabon, notamment la France (13,1 milliards de F.CFA), la Suisse (50,4 milliards de F.CFA), l'Allemagne (18,0 milliards de F.CFA), l'Espagne (15,8 milliards de F.CFA), la Belgique (6,1 milliards de F.CFA) et la Chine (3,2 milliards de F.CFA).

2.1.2. Le paiement des charges de la dette

Le service en intérêts, commissions et frais divers se chiffre à 69,2 milliards de F.CFA et représente 27,3% du service extérieur total. Il est en diminution de 35,1 milliards de F.CFA par rapport au service prévisionnel, soit 33,6%.

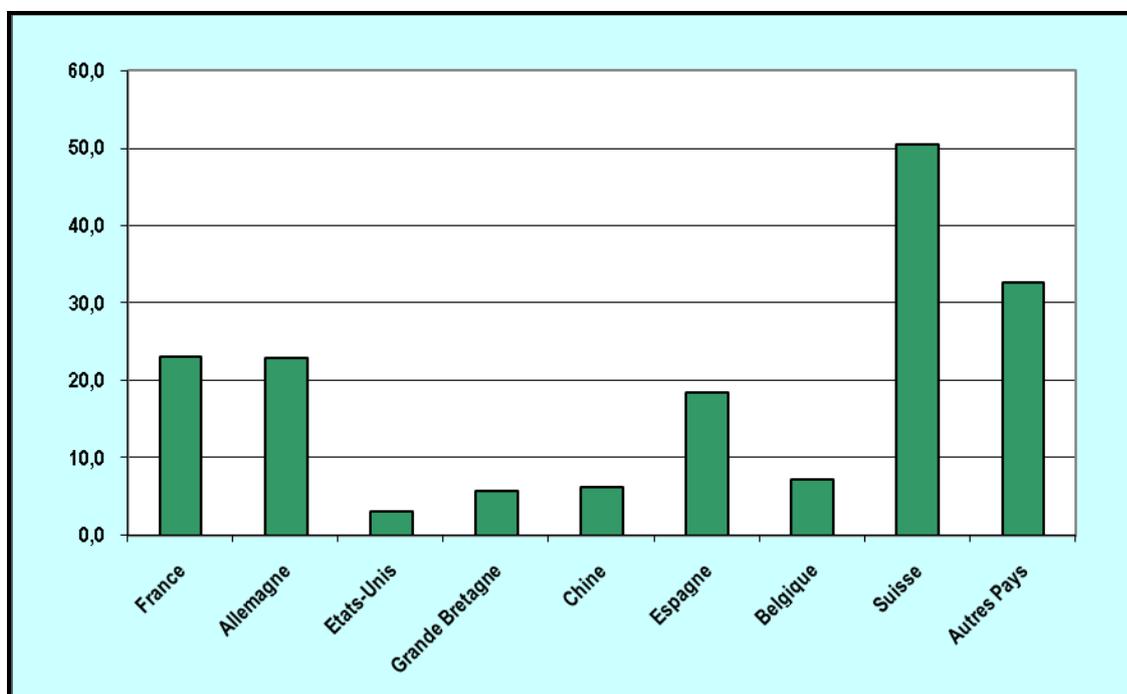
La baisse considérable des charges de la dette est principalement imputable à la chute continue des taux d'intérêts variables des prêts en euro et en dollars américain enregistrés sur les marchés de capitaux.

Les charges de la dette extérieure concernent la dette bilatérale pour 9,3 milliards de F.CFA, la dette multilatérale pour 7,6 milliards de F.CFA, la dette commerciale pour 15,5 milliards de F.CFA et l'emprunt obligataire 2007-2017 pour 36,8 milliards de F.CFA.

Le coupon de l'emprunt obligataire 2007-2017 représente un peu plus de la moitié de la charge totale de la dette extérieure. Cette situation se justifie par le poids de cette dette dont le remboursement est assuré in fine en 2017 et par un taux d'intérêt fixe de 8,2%.

Les intérêts, commissions et frais divers sur les prêts bilatéraux et les crédits commerciaux s'élèvent à 24,8 milliards de F.CFA, dont 10,0 milliards de F.CFA payés aux créanciers français, 4,9 milliards de F.CFA payés aux créanciers allemands et 3,0 milliards de F.CFA aux créanciers chinois. La situation de ces trois pays, qui concentrent plus des 2/3 des charges de ces catégories de prêts, se justifie, pour la France et la Chine, par l'importance des délais de grâce consentis et pour l'Allemagne, par l'existence dans son portefeuille des créances réaménagées dans le cadre du Club de Paris.

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS (EN MILLIARDS DE F.CFA)



2.2. LA DETTE INTERIEURE

L'exécution de la dette intérieure est marquée par la décision du Gouvernement, prise en mai 2010, de payer par anticipation une part importante du stock de la dette due aux créanciers locaux. Cette mesure visait à renforcer la trésorerie des entreprises, notamment celles du secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), engagées dans la réalisation des travaux de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) et du cinquantenaire de l'indépendance du Gabon.

Ainsi, le service de la dette publique intérieure s'est chiffré à 251,6 milliards de F.CFA. Il est en augmentation de 122,1 milliards de F.CFA, soit 94,2%, comparativement au service prévu dans la Loi de Finances.

Le service de la dette moratoire avec 126,4 milliards de F.CFA a constitué le poste le plus important du fait de la décision de rachat évoquée ci-dessus. Il est suivi de la dette envers le système bancaire qui se chiffre à 70,7 milliards de F.CFA. Les échéances découlant de la reprise des passifs des entreprises et établissements (dette diverse) et de l'emprunt obligataire régional 2007-2013 se chiffrent respectivement à 38,9 milliards de F.CFA et à 15,7 milliards de F.CFA.

Le remboursement des dettes conventionnées et des emprunts représente 98,1% du service de la dette intérieure, contre 1,8% pour les charges.

2.2.1. Le remboursement des dettes conventionnées et des emprunts

Le remboursement des conventions et emprunts intérieurs s'élève à 247,0 milliards de F.CFA, en augmentation de 24,1% comparativement à l'année précédente.

L'amortissement des moratoires se chiffre à 126,4 milliards de F.CFA (51,2% des remboursements intérieurs), ceux de la dette bancaire et de la dette diverse sont respectivement de 68,2 milliards de F.CFA (27,6 % des remboursements intérieurs) et 38,9 milliards de F.CFA (15,7% des remboursements intérieurs). Les remboursements de l'emprunt obligataire régional 2007-2013, qui obéissent à un amortissement constant, s'élèvent à 13,6 milliards de F.CFA (5,5% des remboursements intérieurs).

Les remboursements en faveur du système bancaire sont constitués à 53,9% par les créances issues de reprises de passifs par l'Etat et les moratoires rachetés par les banques commerciales.

Comme souligné en introduction de la présente section, l'amortissement de la dette intérieure représente exceptionnellement pour cette année 57,2% des paiements en capital de la dette publique.

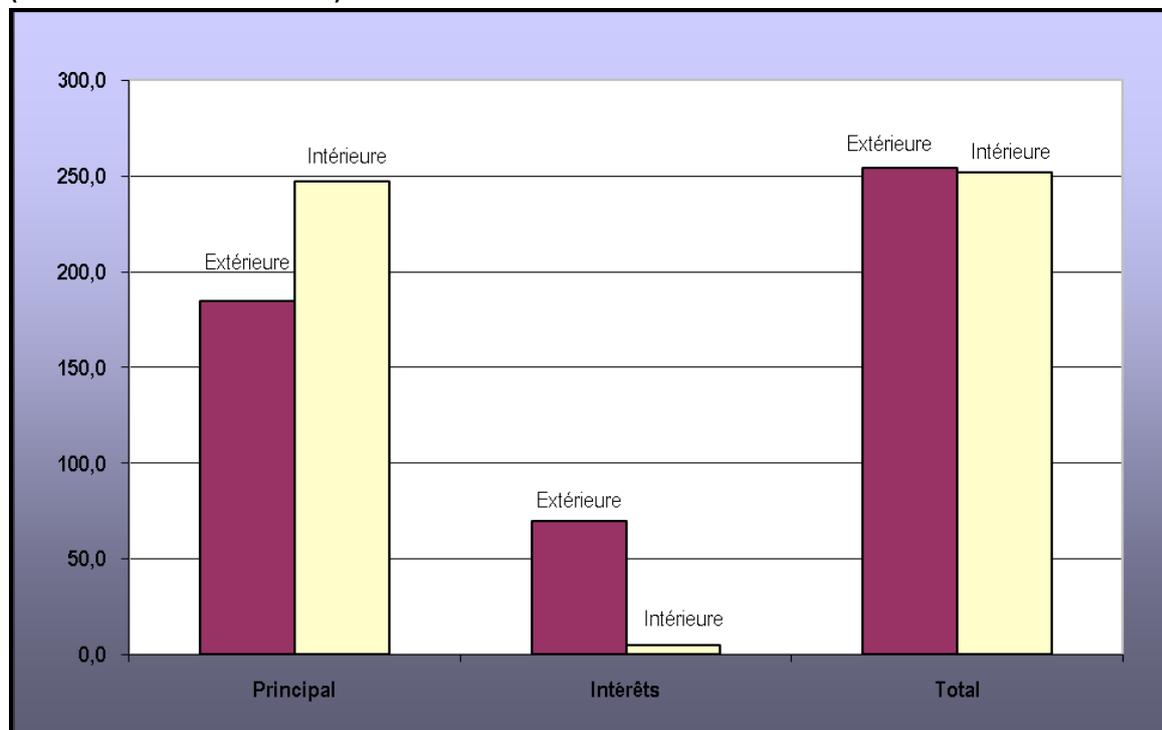
2.2.2. Le paiement des charges de la dette

Les charges de la dette intérieure s'élèvent à 4,7 milliards de F.CFA et concernent uniquement la dette envers le système bancaire et l'emprunt obligataire régional 2007-2013. En effet, les conventions de reprise de dettes et les moratoires signés ces dernières années ont été conclus sans intérêts.

Les intérêts payés sur les prêts bancaires se chiffrent à 2,5 milliards de F.CFA et ceux relatifs au coupon de l'emprunt obligataire régional sont de 2,1 milliards de F.CFA.

Les intérêts intérieurs, qui sont en baisse de 19,3% par rapport à ceux de 2009, ne présentent pas l'exception mentionnée au niveau des paiements en capital. En effet, ils ne constituent que 6,3% des intérêts globaux, soit un ordre de grandeur identique à celui de l'année précédente.

**GRAPHIQUE N°3 : SERVICE EN PRINCIPAL ET INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE
(EN MILLIARDS DE F.CFA)**



3. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

Au 31 Décembre 2010, l'encours de la dette publique s'élève à 1 291,2 milliards de F.CFA, dont 7,1 milliards de F.CFA de dettes bénéficiant de la garantie de l'Etat.

Comparativement à l'encours total de l'année 2009 qui se chiffrait à 1 368,2 milliards de F.CFA, le stock à fin 2010 enregistre une diminution de 5,6%.

Contrairement à l'évolution de l'encours global, les engagements extérieurs augmentent de 8,1% par rapport au niveau de l'année précédente. Cette hausse s'explique par l'augmentation des engagements nets en ce qui concerne les dettes bilatérales et commerciales et par la hausse du taux de change du dollar américain. En effet, le cours de ce dernier augmente de 4,5% entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010.

Malgré les opérations de rachat des titres de l'emprunt obligataire 2007-2017 en dollar américain, effectuées courant 2010, l'encours de cette dette augmente de 22,5 milliards de F.CFA du fait exclusivement de la hausse du dollar américain.

Les engagements intérieurs qui se chiffraient en 2009 à 256 milliards de F.CFA baissent de 65,1%, suite à la décision de paiement anticipé évoquée à la section précédente.

La forte diminution de l'encours intérieur concerne toutes les catégories de dette. Cependant, on note une chute particulièrement importante du stock des moratoires, des engagements envers le système bancaire et de la dette diverse, respectivement de 91,1%, 86,0% et 56,5%.

L'encours de la dette publique à fin 2010 est constitué de 93,1% de créances extérieures et de 6,9% d'engagements intérieurs.

TABLEAU N°5 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES	
<i>En Milliards de F.CFA</i>	
	Montants
Dettes Extérieures	1 201,8
Dettes Bilatérales	306,8
Dettes Multilatérales	189,2
Dettes Commerciales	270,9
Emprunt Obligataire USD	434,9
Dettes Intérieures	89,4
Dettes Bancaires	10,8
Dettes Diverses	33,7
Dettes Moratoires	4,2
Emprunt Obligataire XAF	40,7
Dettes Totales	1 291,2

3.1.L'ENCOURS PAR SOURCES DE DETTE

L'encours de la dette publique en 2010 comprend 1 201,8 milliards de F.CFA de dette extérieure, dont 7,1 milliards de F.CFA de dettes garantie par l'Etat et 89,4 milliards de F.CFA de dette intérieure.

3.1.1. L'encours de la dette extérieure

L'encours extérieur est dominé par les engagements relatifs à l'emprunt obligataire 2007-2017 en dollar américain qui s'élèvent à 434,9 milliards de F.CFA, soit 36,2% de la dette extérieure. Le stock de l'emprunt obligataire 2007-2017 est suivi par ceux de la dette bilatérale (306,8 milliards de F.CFA), de la dette commerciale (270,9 milliards de F.CFA) et de la dette multilatérale (189,2 milliards de F.CFA) qui représentent respectivement 25,5%, 22,5% et 15,8% du stock de la dette extérieure.

La prédominance du stock de l'emprunt obligataire en dollar américain s'explique par le mode de remboursement de cette dette qui interviendra in fine en 2017. Malgré les rachats opérés sur le marché secondaire équivalant à fin 2010 à 54,8 milliards de F.CFA, l'encours de cet emprunt reste important.

Les engagements relatifs aux projets qui représentent les 63,1% restants de l'encours de la dette bilatérale sont fortement dominés par les financements chinois et français. Ils sont respectivement de 148,1 milliards de F.CFA et 49,8 milliards de F.CFA, soit 48,2% et 16,2% de la dette bilatérale. Toutefois, le stock de la dette bilatérale demeure marqué par les créances réaménagées dans le cadre du Club de Paris restant dans le portefeuille de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis et du Japon. Ces dernières s'élèvent à 107,0 milliards F.CFA, soit 34,9% de l'encours bilatéral.

L'encours de la dette commerciale connaît une évolution relativement maîtrisée. L'importance du recours aux crédits fournisseurs et acheteurs durant les cinq dernières années a été adéquatement compensée par un amortissement soutenu, maintenant ainsi la le stock de la dette commerciale autour de 20% de l'encours extérieur. Les créanciers espagnols, belges, français et israéliens en sont les principaux pourvoyeurs avec respectivement 31,7%, 27,0%, 13,4% et 8,8% du montant total de cette dette.

L'encours de la dette multilatérale est le poste le moins important de la dette extérieure avec un poids de 15,7%. La Banque Africaine de Développement (BAD) en demeure le premier créancier avec des engagements évalués à 136,2 milliards de F.CFA, soit 73,3% du stock multilatéral et 11,3% de l'ensemble de la dette extérieure.

3.1.2. L'encours de la dette intérieure

Le stock de la dette intérieure qui se chiffre à 89,4 milliards de F.CFA est composé principalement, des conventions de reprises de dettes et des fonds levés sur le marché

financier régional. Ils se représentent respectivement 54,4% et 45,6% du total de l'encours intérieur.

L'encours de la dette bancaire qui se chiffre à 10,8 milliards de F.CFA est composé principalement des rachats de créances détenues sur l'Etat.

Le stock des moratoires est de 4,2 milliards de F.CFA soit 4,7% de la dette intérieure. Cette dette a fortement baissé suite aux efforts de paiement consentis par le Gouvernement aux entreprises du secteur des BTP en 2010.

Les dettes diverses, constituées principalement des conventions de reprises de dette par l'Etat, ont un encours de 33,7 milliards de F.CFA représentant 37,7% de la dette intérieure. Les dettes conventionnées au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et de la Poste gabonaise représentent respectivement 71,3% et 22,4% de ce stock.

L'encours de l'emprunt obligataire régional qui s'élève à 40,7 milliards de F.CFA, constitue le poste le plus important du stock de la dette intérieure avec un poids de 45,6%. Cet emprunt, dont le remboursement constant s'élève annuellement à 13,6 milliards de F.CFA, sera complètement amorti en décembre 2013.

3.2. L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS

L'encours de la dette publique est composé à parts quasiment égales de financements de projets et d'opérations de refinancement. En effet, les dettes rééchelonnées, les opérations de swaps et les conventions de reprises de passifs représentent 48,9% du stock de la dette publique, contre 51,1% pour les financements affectés directement à la réalisation de projets.

3.2.1. L'encours de la dette hors projets

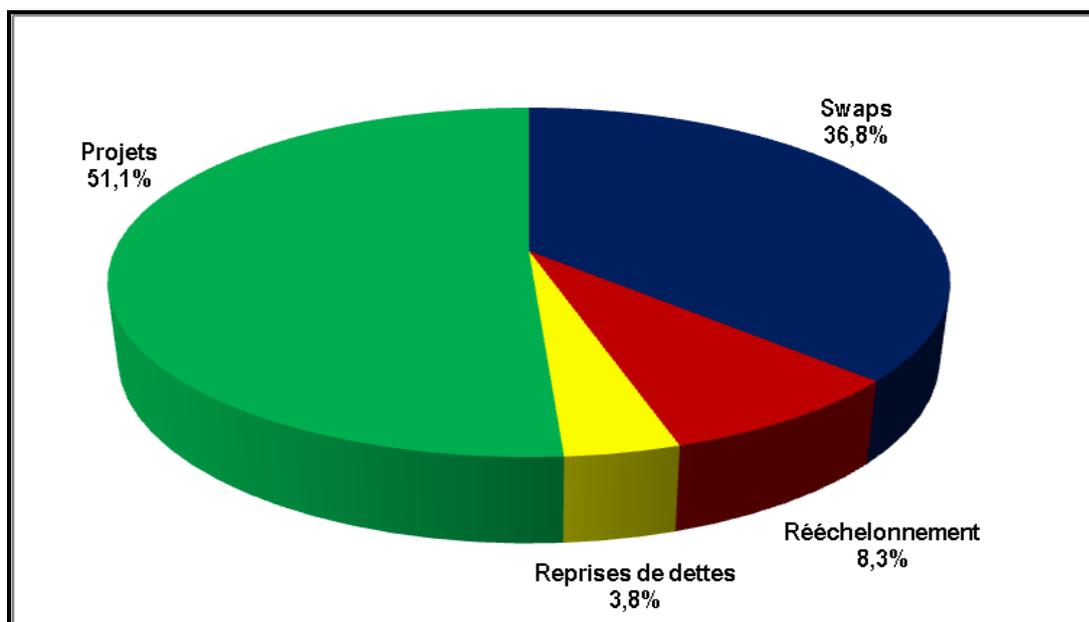
L'encours de la dette publique hors projets se chiffre à 631,3 milliards de F.CFA. Il est marqué par la prépondérance des opérations de swaps (75,3%), suivi des rééchelonnements de dettes (16,9%) et des conventions de reprises de dettes (7,7%).

Les opérations de swaps, dont l'encours s'élève à 475,6 milliards de F.CFA, concernent les deux emprunts obligataires levés par le Gabon en 2007 pour faire face à l'opération de remboursement par anticipation de 86% des créances dues au Club de Paris. Il s'agit de l'emprunt obligataire 2007-2017 contracté en USD qui a un stock de 434,9 milliards de F.CFA et de l'emprunt obligataire régional 2007-2013 contracté en F.CFA avec un encours de 40,7 milliards de F.CFA.

L'encours des opérations de rééchelonnement se chiffre à 107,0 milliards de F.CFA, composé essentiellement des créances rééchelonnées auprès du Club de Paris des pays n'ayant pas adhéré à l'opération de rachat de 2007. Les engagements au profit de l'Allemagne représentent 58,4% de ce stock, suivi des Etats-Unis avec 11,0%.

Le stock des conventions de reprises de passifs, qui concernent exclusivement la dette intérieure, est de 48,7 milliards de F.CFA.

GRAPHIQUE N°4 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR AFFECTATIONS



3.2.2. L'encours de la dette par projets

L'encours de la dette publique par projets se chiffre à 659,9 milliards de F.CFA. Il intègre le financement de 67 projets répartis en 18 secteurs d'activités.

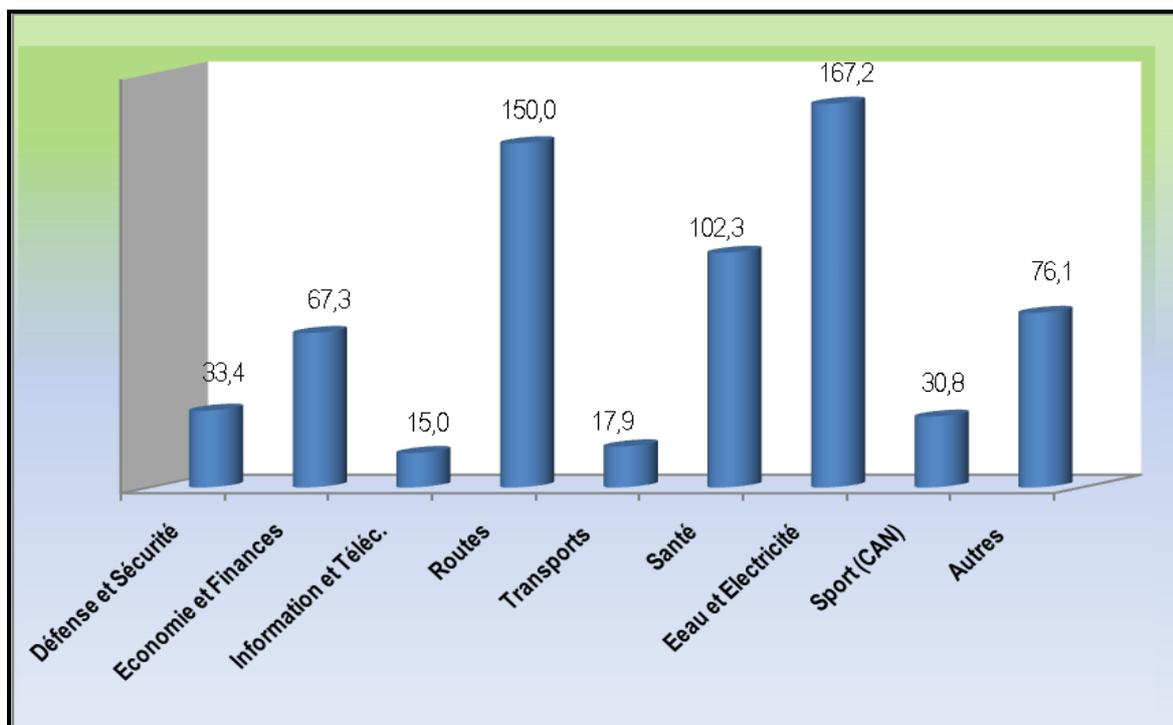
Les secteurs de l'Eau et l'Electricité, de la Route et de la Santé englobent près des $\frac{3}{4}$ du total des financements de projets.

Le secteur de l'Eau et de l'Electricité dont l'encours se chiffre à 167,2 milliards de F.CFA est dominé par les financements du projet hydroélectrique Grand Poubara (71,5%) et ceux de la centrale électrique de 35 MW d'Owendo (14,4%).

Le secteur de la Route dont le stock s'élève à 150 milliards de F.CFA comprend le financement de 14 projets d'aménagement routier. Le programme routier phase 1 (29,7%), la route Mamiengue-Fougamou (12,1%), la route Franceville-Léconi-Kabala (9,1%), la route Ndjolé-Medoumane (7,9%) et la route Ntoum-Cocobeach (6,7%) en sont les principaux projets.

L'encours du secteur Santé est de 102 milliards de F.CFA, repartis en 7projets. Les projets majeurs sont l'institut de cancérologie d'Angondjé (48,5%), la construction de nouveaux bâtiments au Centre Hospitalier de Libreville (16,8%), l'école d'application de santé militaire (16,2%) et les hôpitaux régionaux (13,6%).

GRAPHIQUE N°5 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS (EN MILLIARDS DE F.CFA)



3.3. L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES, MATURITES ET TAUX D'INTERETS

La dette gabonaise est caractérisée, d'une manière générale, par des engagements à taux de changes flottants, à taux d'intérêts fixes et des maturités moyennes.

3.3.1. Encours par monnaies

L'encours de la dette publique est composé de 42,5% d'engagements contractés en monnaies à taux de change fixes par rapport au Francs CFA, contre 57,5% d'engagements à taux de change flottants.

Le stock de la dette à taux de change fixes se chiffre à 548,5 milliards de F.CFA. Il est marqué par la prédominance des dettes en Euros qui représentent respectivement 83,5% de l'encours de la dette à taux fixe et 35,5% de l'encours total. La dette en Francs CFA est de 90,5 milliards, soit 7,0% de l'encours de la dette publique.

La dette à taux de changes flottants s'élève à 742,7 milliards de F.CFA. Elle est constituée d'engagements contractés principalement en dollar américain, en yuan renminbi, en yen japonais et en dinars koweïtien et islamique. Le dollar américain et le yuan renminbi sont les devises dominantes avec respectivement 85,6% et 8,0% du stock de la dette à taux de changes flottants. Le dollar américain représente près de la moitié du stock total de la dette publique.

Le portefeuille de la dette publique est polarisé par l'euro et le dollar américain avec des engagements globaux à hauteur de 1 093,8 milliards de F.CFA, soit 84,7% de l'encours de la dette publique.

En excluant l'encours de l'emprunt obligataire 2007-2017 en dollar américain, dont le remboursement est assuré in fine en 2017, le stock des engagements en dollars se réduirait à 23,5% de l'encours total. Les engagements à taux de change fixes et à taux de change flottants représenteraient respectivement 64,0% et 36,0% de la dette publique totale.

TABLEAU N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES

	Milliards F.CFA	Pourcentage
Dollars Américains (USD)	635,9	49,3
Euros (EUR)	457,9	35,5
Dinars Koweïtiens (KWD)	1,2	0,1
Yuans Renminbi (CNY)	59,4	4,6
Dinars Islamiques (IDI)	28,7	2,2
Yens japonais (JPY)	17,0	1,3
Francs CFA (XAF)	90,5	7,0
Autres	0,6	0,0
Total Encours	1 291,2	100,0

3.3.2. Encours par maturités

La maturité moyenne du portefeuille de la dette publique est de 8,6 années, avec certains emprunts ayant des durées de remboursement supérieures à 20 ans.

L'encours des dettes ayant une maturité de moins de 5 ans s'élève à 259,4 milliards de F.CFA, soit 20,1% de la dette publique totale. Ces engagements sont principalement composés des conventions de dette intérieure et des prêts commerciaux.

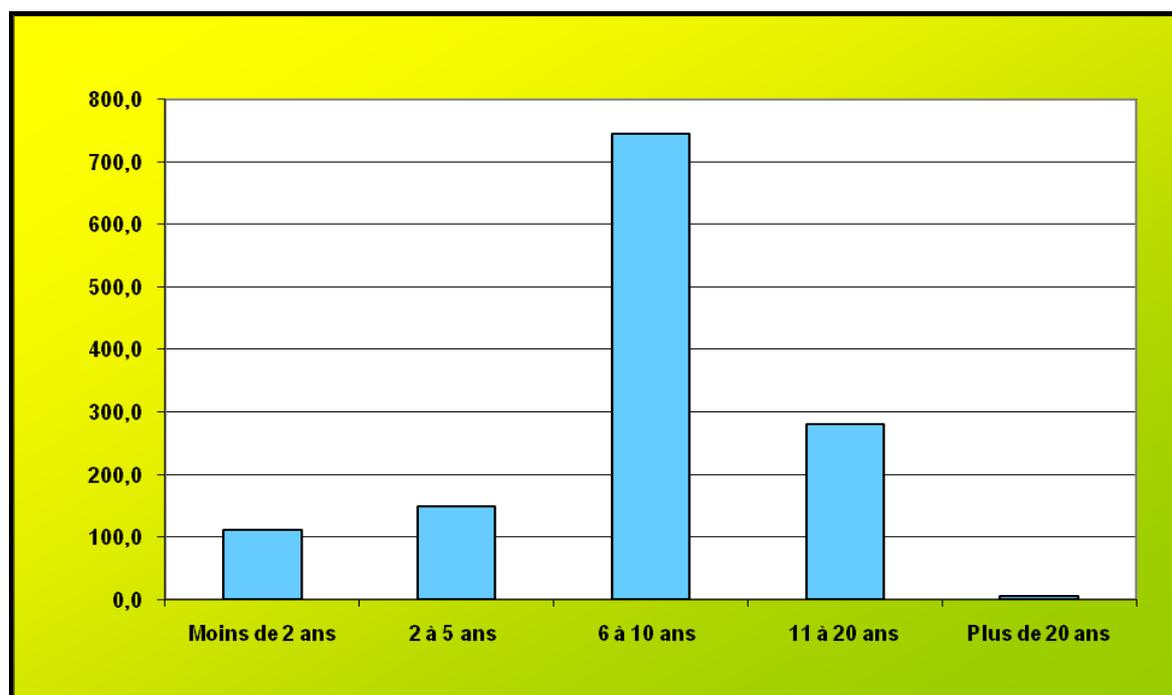
Le montant des prêts dont la maturité est comprise entre 6 et 10 ans se chiffre à 745,5 milliards de F.CFA, soit 57,7% du stock de la dette publique. Ces prêts qui constituent plus de la moitié du stock des engagements publics, sont dominés par le poids de l'emprunt obligataire 2007-2017 qui représente 58,3% de ce stock. Ils comprennent, par ailleurs, une part importante de créances commerciales.

Le stock des engagements ayant une durée de remboursement supérieure à 10 ans se chiffre à 286,4 milliards de F.CFA et représente 22,2% de l'encours de la dette publique. Il comprend exclusivement les créances bilatérales et multilatérales.

On relève que les dettes dont la maturité est supérieure à 20 ans, notamment celles de l'Aide Publique au Développement (APD), s'élève à 5,8 milliards de F.CFA, soit 0,4% de l'encours de la dette publique.

Le portefeuille de la dette publique, hors emprunt obligataire 2007-2017, aurait une maturité moyenne de 8,9 années. L'encours des engagements dont la maturité est comprise entre 6 et 10 ans passerait alors de 57,7% à 36,3% du stock total.

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE (EN MILLIARDS DE F.CFA)



3.3.3. Encours par taux d'intérêts

L'encours de la dette publique comprend des engagements à taux d'intérêts fixes s'élevant à 948,2 milliards de F.CFA et des prêts à taux d'intérêts variables d'un montant de 343,0 milliards de F.CFA, soit respectivement 73,4 et 26,6% de la dette publique totale.

Les engagements ayant un taux d'intérêt compris entre 6% et 10%, avec un encours de 483,3 milliards de F.CFA, représentent 37,4% de la dette publique totale. 7,8% de l'encours total est constitué de dettes ne portant pas intérêts. C'est le cas des conventions de reprises de passifs, dans la dette intérieure et la majorité des crédits fournisseurs, dans la dette extérieure.

TABLEAU N°7 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TAUX D'INTÉRÊT
En Milliards de F.CFA

	Montants	Pourcentages
0%	100,4	7,8
0 à 3%	239,4	18,5
3 à 6%	468,1	36,3
6 à 10%	483,3	37,4
Total Encours	1 291,2	100,0

Près des 2/3 de l'encours de la dette publique sont composés d'engagements ayant un taux d'intérêt compris entre 0% et 6%. Ceux assortis d'un taux d'intérêt compris en 3% et

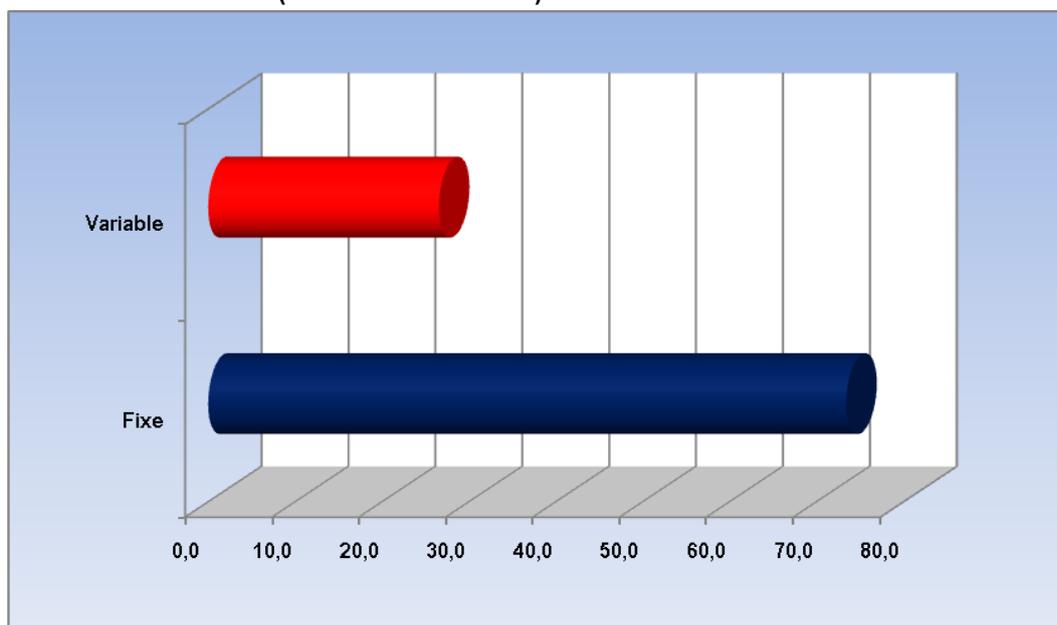
6% sont les plus importants avec un montant de 468,1 milliards de F.CFA, soit 57,9% des prêts ayant un taux d'intérêt se situant entre 0% et 6%.

L'encours des prêts à taux d'intérêt variables est composé de 55,5% des engagements à taux d'intérêt en euro, notamment l'euribor à 6 mois et 39,9% de dettes libellées en libor US à 3 et 6 mois.

Le taux d'intérêt moyen du portefeuille de la dette publique s'est établi à 4,9%.

En ne tenant pas compte de l'encours de l'emprunt obligataire 2007-2017 en dollar américain, le stock des engagements à taux d'intérêt fixes et à taux d'intérêt variables représenterait respectivement 60,0% et 40,0% de l'encours de la dette publique. Le taux d'intérêt moyen du portefeuille s'établirait alors à 3,3% contre 4,9%.

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET (EN POURCENTAGE)



CONCLUSION

En 2010, l'exécution de la stratégie d'endettement public est caractérisée par de meilleures conditions comparativement à ce qui était prévu. Ainsi, la maturité moyenne des nouveaux engagements est de 12 ans, le différé moyen de 4 ans et le taux d'intérêt moyen de 3,2%.

Le taux d'endettement et la charge de la dette qui sont respectivement de 20,5% et 4,1%, enregistrent une baisse significative. La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires augmente légèrement.

Le service de la dette publique a été arrêté 505,6 milliards de F.CFA, soit 431,8 milliards de F.CFA de principal et 73,8 milliards de F.CFA d'intérêts, de commissions et de frais divers. De manière exceptionnelle, le service extérieur et celui de la dette intérieure sont ressortis à un même niveau.

A fin décembre 2010, le service de la dette publique a été intégralement réglé.

L'encours de la dette publique à fin 2010 se chiffre 1291,2 milliards de F.CFA, dont 89,4 milliards de F.CFA au titre de la dette intérieure. Il est composé majoritairement des engagements à taux de change variables et à taux d'intérêt fixes. La maturité moyenne du portefeuille est de 8,6 ans.

Le stock de la dette publique reste fortement influencé par les caractéristiques de l'emprunt obligataire 2007-2017 en dollar américain.

ANNEXES

TABLEAU N°8: DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX) PAR PROJETS

En Milliards de F.CFA

	Montants
Barrage Grand Poubara	64,1
Complexe multisports Omar Bongo Ondimba	31,3
Institut de Cancérologie d'Angondjé	27,1
Centrale Electrique 35MW d'Owendo	24,0
Construction Nouveaux Bâtiments CHL	17,2
Programme Routier Phase 1	14,0
Ecole d'Application de Santé Militaire	9,8
Route Ndjolé Médoumane	8,8
Autres Projets	27,3
Total Décaissements	223,3

TABLEAU N°9 : DECAISSEMENTS SUR FINEX PAR NATURE DE PROJETS

En Milliards de F.CFA

	Montants
Infrastructures	163,3
Equipements	55,2
Autres	4,8
Total Décaissements	223,3

TABLEAU N°10 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE DETTE

En Milliards de F.CFA

	2006	2007	2008	2009	2010
Dettes Extérieures	326,6	344,5	967,7	221,0	254,0
<i>Principal</i>	<i>234,5</i>	<i>252,2</i>	<i>885,5</i>	<i>156,7</i>	<i>184,7</i>
<i>Intérêts</i>	<i>92,1</i>	<i>92,2</i>	<i>82,2</i>	<i>64,3</i>	<i>69,3</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,7	0,7	0,2	0,2	0,2
<i>Principal</i>	0,7	0,7	0,2	0,2	0,2
<i>Intérêts</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	204,0	219,8	795,6	45,7	28,6
<i>Principal</i>	132,9	148,7	774,4	36,7	23,4
<i>Intérêts</i>	71,1	71,0	21,2	9,0	5,2
Club de Paris 5 (CP5)	92,9	93,1	14,8	14,9	0,0
<i>Principal</i>	71,1	76,5	13,1	13,9	0,0
<i>Intérêts</i>	21,8	16,6	1,7	1,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	53,5	56,6	8,6	7,3	6,4
<i>Principal</i>	37,4	41,8	6,9	5,9	5,6
<i>Intérêts</i>	16,2	14,8	1,7	1,4	0,8
Club de Paris 7 (CP7)	38,7	44,6	7,7	8,4	9,6
<i>Principal</i>	24,4	30,4	5,4	6,3	8,3
<i>Intérêts</i>	14,3	14,2	2,3	2,1	1,3
Club de Paris 8 (CP8)	18,9	25,5	764,5	15,1	12,5
<i>Principal</i>	0,0	0,0	749,0	10,6	9,5
<i>Intérêts</i>	18,9	25,5	15,5	4,5	3,0
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	51,4	48,9	45,7	39,0	58,6
<i>Principal</i>	43,2	40,2	35,3	29,5	42,8
<i>Intérêts</i>	8,3	8,7	10,4	9,5	15,9
Dettes Divers (Divers)	24,3	25,9	41,9	24,2	72,7
<i>Principal</i>	23,9	25,5	41,5	24,2	72,7
<i>Intérêts</i>	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0
Dettes Autres Bilatérales	4,1	7,9	10,8	18,8	9,6
<i>Principal</i>	3,4	7,0	7,9	16,8	5,8
<i>Intérêts</i>	0,7	0,9	3,0	2,0	3,8
Club de Londres	5,3	4,7			
<i>Principal</i>	4,7	4,4			
<i>Intérêts</i>	0,6	0,3			
Dettes Multilatérales	36,7	36,6	33,5	39,1	35,3
<i>Principal</i>	25,8	25,7	26,1	29,8	27,7
<i>Intérêts</i>	11,0	10,9	7,5	9,3	7,6
Emprunt Obligataire USD	0,0	0,0	39,8	54,0	48,9
<i>Principal</i>			0,1	19,5	12,1
<i>Intérêts</i>			39,7	34,5	36,8
Dettes Intérieures	96,8	75,2	103,0	204,7	251,6
<i>Principal</i>	<i>93,0</i>	<i>73,0</i>	<i>97,7</i>	<i>199,0</i>	<i>247,0</i>
<i>Intérêts</i>	<i>3,8</i>	<i>2,2</i>	<i>5,3</i>	<i>5,7</i>	<i>4,7</i>
Dettes Bancaires	15,1	13,8	19,3	65,6	70,7
<i>Principal</i>	13,6	13,0	17,9	63,7	68,2
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	1,4	1,9	2,5
Dettes Diverses	58,3	44,5	56,4	36,8	38,9
<i>Principal</i>	56,9	43,7	56,2	36,8	38,9
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	0,2	0,0	0,0
Dettes Moratoires	23,4	16,9	13,4	85,0	126,4
<i>Principal</i>	22,5	16,3	13,2	85,0	126,4
<i>Intérêts</i>	0,9	0,6	0,2		0,0
Emprunt Obligataire XAF	0,0	0,0	14,0	17,4	15,7
<i>Principal</i>			10,4	13,6	13,6
<i>Intérêts</i>			3,6	3,8	2,1
Dettes Totales	423,4	419,7	1 070,7	425,7	505,6
<i>Principal</i>	<i>327,4</i>	<i>325,2</i>	<i>983,2</i>	<i>355,7</i>	<i>431,7</i>
<i>Intérêts</i>	<i>96,0</i>	<i>94,5</i>	<i>87,6</i>	<i>70,0</i>	<i>74,0</i>

TABLEAU N°11 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	13,1	10,0	23,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	11,4	2,2	13,6
<i>Prêts commerciaux</i>	1,7	7,7	9,5
Allemagne	18,0	4,9	22,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	13,4	3,7	17,1
<i>Prêts commerciaux</i>	4,6	1,2	5,8
Etats-Unis	2,9	0,2	3,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,7	0,1	2,9
<i>Prêts commerciaux</i>	0,2	0,0	0,2
Grande Bretagne	5,5	0,3	5,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	5,5	0,3	5,8
Chine	3,2	3,0	6,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,8	2,6	4,4
<i>Prêts commerciaux</i>	1,4	0,4	1,8
Espagne	15,8	2,7	18,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,1	0,2
<i>Prêts commerciaux</i>	15,6	2,7	18,3
Belgique	6,1	1,1	7,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,3	0,0	0,4
<i>Prêts commerciaux</i>	5,8	1,1	6,9
Suisse	50,4	0,0	50,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	50,4	0,0	50,4
Autres Pays	29,9	2,7	32,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	3,1	0,5	3,6
<i>Prêts commerciaux</i>	77,2	2,3	79,4
Emprunt Obligataire USD	12,1	36,8	48,9
Organismes multilatéraux	27,7	7,6	35,3
Total Dette Extérieure	184,7	69,4	254,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	32,9	9,2	42,1
<i>Prêts commerciaux</i>	112,0	15,6	127,7
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	12,1	36,8	48,9
<i>Organismes multilatéraux</i>	27,7	7,6	35,3

TABLEAU N°12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT

En Milliards de F.CFA

	2006	2007	2008	2009	2010
Dettes Extérieures	1 594,8	1 924,9	1 033,0	1 112,1	1 201,8
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	2,2	1,5	1,3	0,9	0,7
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	1 238,9	1 078,6	165,6	126,5	107,0
<i>Club de Paris 5 (CP5)</i>	257,0	179,1	13,2	0,0	0,0
<i>Club de Paris 6 (CP6)</i>	219,9	175,9	20,5	14,2	9,5
<i>Club de Paris 7 (CP7)</i>	298,8	266,8	36,4	29,6	22,1
<i>Club de Paris 8 (CP8)</i>	463,2	456,7	95,5	82,8	75,4
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	125,2	171,5	187,0	200,9	301,2
Dettes Diverses (Divers)	6,4	23,2	10,9	16,5	5,7
Dettes Autres Bilatérales	41,0	41,8	70,3	166,2	163,1
Club de Londres	6,6				
Dettes Multilatérales	174,6	163,4	157,9	188,6	189,2
Emprunt Obligataire USD		445,0	440,1	412,4	434,9
Dettes Intérieures	93,5	140,6	147,6	256,0	89,4
Dettes Bancaires	18,0	19,1	0,3	77,2	10,8
Dettes Diverses	61,2	114,1	66,0	77,4	33,7
Dettes Moratoires	14,3	7,5	13,5	47,0	4,2
Emprunt Obligataire XAF			67,9	54,4	40,8
Dettes Totales	1 688,3	2 065,5	1 180,6	1 368,1	1 291,2

TABLEAU N°13 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT

En Milliards de F.CFA

	Montants
France	103,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	67,1
<i>Prêts commerciaux</i>	36,4
Allemagne	78,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	62,4
<i>Prêts commerciaux</i>	15,5
Etats-Unis	12,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	11,8
<i>Prêts commerciaux</i>	1,0
Grande Bretagne	5,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	5,7
Chine	155,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	148,1
<i>Prêts commerciaux</i>	7,3
Espagne	86,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	4,0
<i>Prêts commerciaux</i>	82,3
Belgique	74,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,6
<i>Prêts commerciaux</i>	73,2
Canada	9,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	6,3
<i>Prêts commerciaux</i>	3,6
Pays-Bas	7,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	7,9
Israël	24,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	24,0
Autres Pays	19,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	9,0
<i>Prêts commerciaux</i>	10,5
Emprunt Obligataire USD	434,9
Organismes multilatéraux	189,2
Total Dette Extérieure	1 201,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	310,4
<i>Prêts commerciaux</i>	267,3
Emprunt Obligataire USD	434,9
Organismes multilatéraux	189,2

TABLEAU N°14 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PROJETS

En Milliards de F.CFA

	Montants
Route Ndjolé Médoumane	11,9
Assainissement Libreville	9,5
Route Ndjolé Mitzic	9,3
Route Libreville Owendo	9,8
Extension Aménagement Permis Forestier	2,4
Financement Projet d'Appui Développement Agricole	3,5
Plan National Développement Sanitaire	0,1
Barrage Grand Poubara	119,6
Route Ntoum Cocobeach	10,1
Hôpital Instruction des Armées	3,9
Amélioration Qualité Education	8,6
Appui Programme restructuration et privatisation	1,7
Programmes Ajustement Structurel	62,7
Développement PME/PMI	2,9
Programme Routier Phase 1	44,5
Projet d'appui Secteur Pêche	1,7
Réhabilitation Infrastructure Sanitaire	1,2
Route Franceville-Leyou-Lastourville	5,1
Constructions Aéroports Provinciaux	5,2
Achats de Bateaux et Vedettes	5,9
Constructions Ponts Métalliques	8,3
Fabrication Sérum	2,0
Purification Raffinage Sel	1,6
Réparation Avion Militaire	3,2
Route Mamiengue Fougamou	18,2
Surveillance Côtière	13,4
Construction Assemblée Nationale	7,4
Construction Palais du Sénat	10,3
Projets divers	18,5
Construction Salle de Classe	2,4
Programme Hévéa Culture	5,4
Câble Numérique	3,0
Sécurité aérienne	0,8
Programme de Reboisement	0,9
Central Electrique 35 MW	24,0
Achat Bus Sogatra	2,0
Route Franceville-Leconi Kabala	13,6
Route Koumameyong Ovan Makokou	0,7
Télécommunication OPT	4,8
Programme TIPPE	5,8
Gestion des Ressources Naturelles	2,8
Construction RTG	7,3
Sécurité Urbaine	5,7
Equipement Militaire	4,4
Electrification Cap Estérias	5,5
Ecole Santé Militaire	16,5
Route Delta Postal Fondation Amissa	4,5
Installation Eau Potable	8,5
Amélioration Qualité de la Formation Professionnel et Technique	7,9
Construction Hôpitaux Régionaux	13,9
Construction Logements Sociaux	2,2
Chemin de Fer Transgabonais	1,9
Construction Nouveaux Bâtiment CHL	17,1
Construction Institut de Cancérologie d'Angondjé	49,5
Réhabilitation Routes Diverses	15,7
Réhabilitation complexe multisports OBO	30,8
Total Encours	659,9

TABLEAU N°15 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS

	Milliards XAF	%
Institutions Constitutionnelles	17,7	2,7
Agriculture Elevage et Pêche	11,1	1,7
Défense et Sécurité Nationale	33,4	5,1
Forêt et Aménagements Forestiers	3,4	0,5
Formation Professionnelle et Technique	7,9	1,2
Education Nationale	11,0	1,7
Economie et Finances	67,3	10,2
Information et Télécommunication	15,0	2,3
Routes	150,0	22,7
Transports	17,9	2,7
Santé	102,3	15,5
Mines et Hydrocarbures	2,8	0,4
Industries de transformations	3,7	0,6
Eau et Electricité	167,2	25,3
Sport	30,8	4,7
Habitat et Logement	2,2	0,3
Tourisme	0,1	0,0
Autres	16,2	2,5
Total Encours	659,9	100,0

TABLEAU N°16 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERÊT*En Milliards de F.CFA*

	Montants
Fixe	948,2
Variable	343,0
<i>Euribor 6 mois</i>	177,0
<i>Libor 6 mois</i>	97,8
<i>Libor 3 mois</i>	39,2
TEC 10	13,2
CIRR 8,5 ans (USD)	5,3
Autres	10,5
Total Encours	1 291,2

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : TIRAGES SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS

TABLEAU N°2 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS

TABLEAU N°3 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT

TABLEAU N°4 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES

TABLEAU N°5 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES

TABLEAU N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES

TABLEAU N°7 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TAUX D'INTÉRÊT

TABLEAU N°8: DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS (FINEX) PAR PROJETS

TABLEAU N°9 : DECAISSEMENTS SUR FINEX PAR NATURE DE PROJETS

TABLEAU N°10 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE DETTE

TABLEAU N°11 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT

TABLEAU N°12 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT

TABLEAU N°13 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT

TABLEAU N°14 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PROJETS

TABLEAU N°15 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS

TABLEAU N°16 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERÊT

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : REPARTITION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR SECTEURS

GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS

GRAPHIQUE N°3 : SERVICE EN PRINCIPAL ET INTERETS DE LA DETTE PUBLIQUE

GRAPHIQUE N°4 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR AFFECTATIONS

GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE

GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET

TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION	4
1. LA MISE EN CEUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC	5
1.1. LE SUIVI DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS	5
1.1.1. Les montants mobilisés	5
1.1.2. L'affectation des emprunts	6
1.2. LE SUIVI DES CONDITIONS D'EMPRUNT.....	7
1.2.1. Les nouveaux engagements en devises	7
1.2.2. La maturité moyenne et le différé moyen	7
1.2.3. Les taux d'intérêt	8
1.3. LE SUIVI DES INDICATEURS D'ENDETTEMENT.....	8
1.3.1. Le taux d'endettement	8
1.3.2. La pression sur les recettes budgétaires	9
1.3.3. Les intérêts de la dette	9
2. LE SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	10
2.1. LA DETTE EXTERIEURE	10
2.1.1. Le remboursement des emprunts	11
2.1.2. Le paiement des charges de la dette	11
2.2. LA DETTE INTERIEURE.....	12
2.2.1. Le remboursement des dettes conventionnées et des emprunts	13
2.2.2. Le paiement des charges de la dette	13
3. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
3.1. L'ENCOURS PAR SOURCES DE DETTE	16
3.1.1. L'encours de la dette extérieure	16
3.1.2. L'encours de la dette intérieure.....	16
3.2. L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS.....	17

3.2.1.	L'encours de la dette hors projets	17
3.2.2.	L'encours de la dette par projets	18
3.3.	L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES, MATURETES ET TAUX D'INTERETS	19
3.3.1.	Encours par monnaies	19
3.3.2.	Encours par maturités	20
3.3.3.	Encours par taux d'intérêts.....	21
CONCLUSION		23
ANNEXES		24
LISTE DES TABLEAUX		31
LISTE DES GRAPHIQUES		32

CE DOCUMENT A ETE ELABORE PAR LA DIRECTION GENERALE DE LA DETTE